



Communiqué de presse des salariées en grève de Solidarité Femmes Loire-Atlantique - site de Nantes Le 19/10/2026

Jeudi 15 octobre, les grévistes ont de nouveau rencontré le Conseil d'Administration, en présence du médiateur de grève. Cet échange nous laisse de nouveau sans voix.

Après 3 semaines de grève, aucune avancée sur nos revendications. Pour rappel :

- maintenir dans les effectifs notre collègue dont le CDD n'est pas renouvelé pour des motifs injustes et arbitraires
- assurer notre sécurité au travail en nous protégeant des violences psychologiques exercées par notre direction.

Voici ce qui ressort de cet échange.

Propos contradictoires du Conseil d'Administration

Après avoir invoqué un manque de compétences sur le poste, le Conseil d'Administration nomme désormais l'argument d'une **"incompatibilité d'humeur"** entre la Direction et cette salariée. Nous dénonçons **une fin de contrat punitive**.

Une souffrance au travail complètement niée

Malgré le résultat de l'audit sur les Risques Psychosociaux, voici ce que répond le conseil d'administration:

- **Vis à vis de notre insécurité** : "l'insécurité je ne vois pas, personne ne va vous frapper".
- **Vis à vis des violences verbales répétées de la part de notre direction** : "Elle est peut être maladroite, elle est peut être fatiguée, elle est peut être "j'en sais rien moi..."", "on ne peut pas savoir, on était pas là"

Cette liste bien que non exhaustive montre encore une fois le déni et l'irresponsabilité de notre employeur face à son obligation de sécurité au travail.

Ceci est d'autant plus choquant au sein d'une association féministe qui a milité pendant des années pour la reconnaissance des violences psychologiques.

Des décisions toujours inadaptées

Le lendemain de cette rencontre, vendredi 16 octobre, notre employeur :

- nous informe maintenir la décision de non-reconduction du CDD.
- nous propose de faire venir un membre du conseil d'administration sur le site de Nantes pour venir “modérer”, “calmer”, “jouer les médiateurs” entre nous et la direction. Quel sens a cette proposition si, dans le même temps, notre employeur persiste à nier le management violent?
- nous dit être prêt à financer un énième consultant jusqu’à 50 000€ pour compléter le diagnostic RPS pourtant déjà édifiant, sans prendre en compte les axes de progrès déjà identifiés par le cabinet. Encore une fois, le coût de l’obstination de notre conseil d’administration est colossal. Nous rappelons qu’il s’agit d’argent public.

La grève se poursuit donc pour une quatrième semaine.

Nous sommes très inquiètes pour les femmes et les enfants que nous ne pouvons plus accompagner.

Contact Presse:

07 43 05 86 63 collectifsolidaritefemmesnantesengreve@hotmail.com